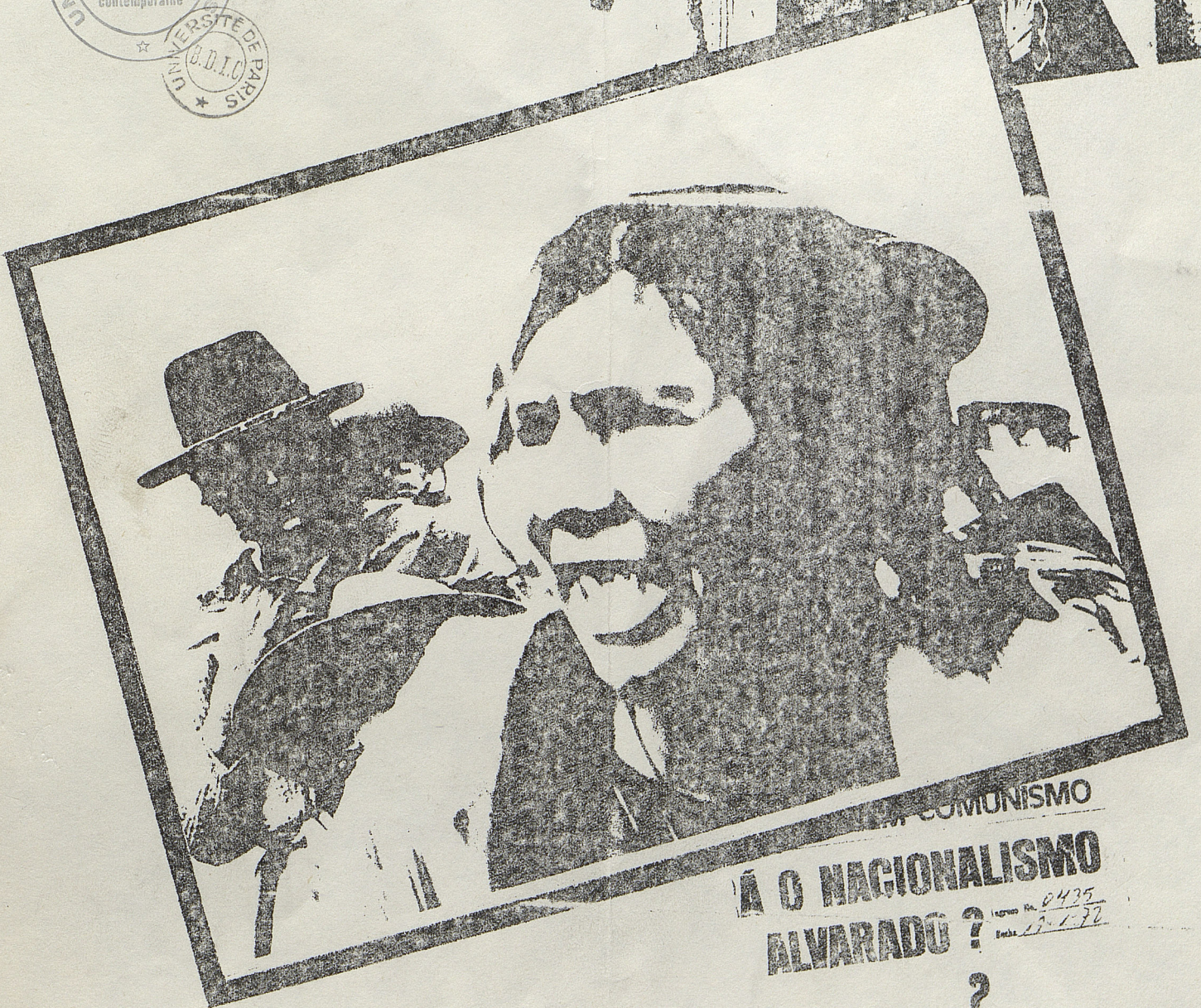
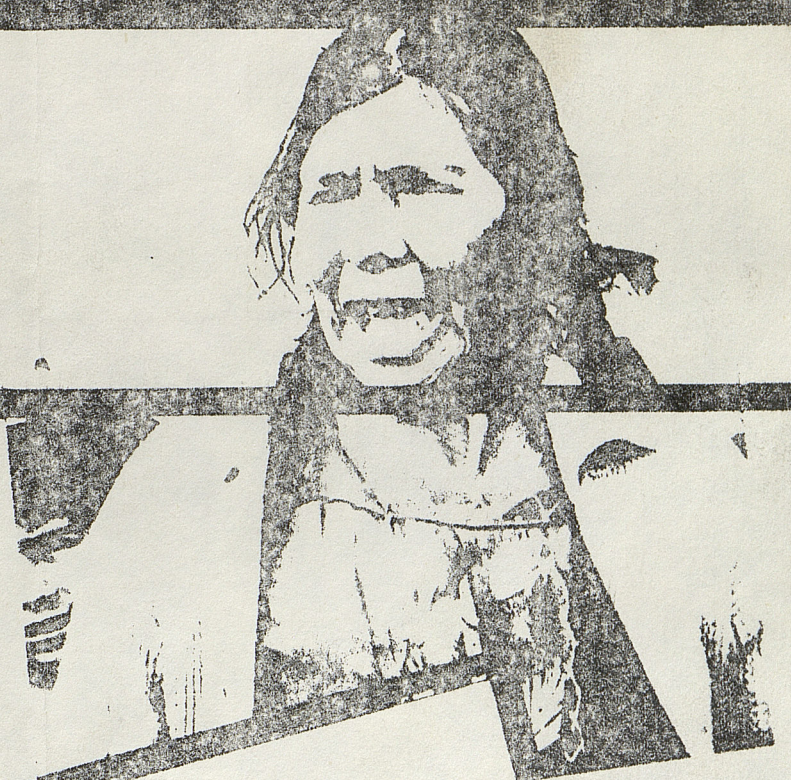
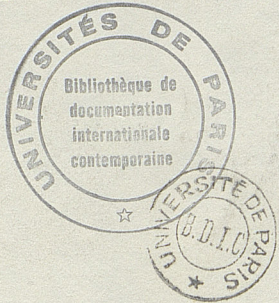


don 6238

# pérou

## INFORMATION

n° 2 mars - avril 1973 If



... COMUNISMO  
**¿ O NACIONALISMO**  
**ALVARADO ?**

Ingresos No. 6435  
 Fecha 12-1-72

?  
 ?

40 p 9152

# SOMMAIRE

1.. une troisième voie ?

83.. Pas de liberté démocratique

10.. Programme de lutte : F.E.P

11.. vagues de greve

12.. Napurí : expulsé

13.. bidonvilles

14.. où se trouve Marino Chang

# ! Une troisième voie, au Pérou ?

L'éclaircissement du processus péruvien que les Forces Armées orientent et dirigent a un rôle important non seulement pour notre pays, mais pour tous les peuples opprimés par l'impérialisme . C'est pourquoi ses défenseurs le présentent comme une alternative nationaliste et révolutionnaire qui , par son refus du capitalisme en tant que " exploiteur " et du communisme en tant que " totalitaire " construit une société d'une justice et d'une liberté authentique .

Les théoriciens de la Junte Militaire font tout leur possible pour démontrer que les différentes mesures adoptées par le régime constituent l'essentiel des désirs du peuple, la reconnaissance absolue des droits et des exigences séculaires des masses ouvrières, la rupture de notre dépendance de l'impérialisme , notre développement comme pays libre et souverain . C'est dire que le gouvernement militaire est l'authentique représentant du peuple, qui a pris le pouvoir en son nom afin de gouverner pour son bénéfice complet, lutter contre l'oligarchie et l'impérialisme, en finir avec l'exploitation capitaliste, et construire une société socialiste sans tomber dans la dictature communiste .

Cependant , les antécédents du coup militaire autant que les différentes dispositions dictées et exécutées ou en exécution nous démontrent que le chemin suivi est différent de celui qui avait été divulgué par voix officielle . Si nous examinons les objectifs du processus du gouvernement militaire, nous pouvons en déduire que ceux-ci ne sont pas du type révolutionnaire, anti-oligarchique, anti-impérialiste ou socialiste . La rhétorique gouvernementale, employant des concepts et des termes révolutionnaires, de telle façon qu'au début elle réussie à désorienter et à apaiser les luttes populaires , commence maintenant à montrer son véritable visage réactionnaire . Chaque jour la nature pro-impérialiste du régime devient plus évidente, et chaque jour aussi les secteurs exploités de notre peuple comprennent mieux quels sont les intérêts que cette soi-disante " révolution " défend . En même temps se renforce sa conviction que seulement la prise du pouvoir par les ouvriers, alliés aux paysans, comme principales forces motrices et guidé par l'idéologie prolétarienne , pourra mettre fin à toute forme d'exploitation capitaliste, conquérir la libération nationale et construire le socialisme .

= = =  
=

### Quelques antécédents

Les circonstances qui permirent aux Forces Armées d'arriver au pouvoir, et la situation générale du Pérou pendant les derniers moments du gouvernement de Belaúnde Terry <sup>(1)</sup> peuvent se résumer ainsi :

- a) L'échec de la Démocratie représentative, bourgeoise, parlementaire, con séquence de l'incapacité et de la myopie politique des secteurs oligarchiques et bourgeois au pouvoir pour résoudre les problèmes que vivait le pays ;
- b) la vertigineuse **montée** des luttes populaires pour leurs revendications immédiates, contre les classes dominantes et l'impérialisme .

La période Apra- Belaundiste <sup>(2)</sup> confirme la thèse marxiste qu'aucun secteur de la bourgeoisie, même ceux que le réformisme appelle progressistes, n'est capable de réaliser des transformations structurelles pour le bien du pays et encore moins d'assumer des positions révolutionnaires, anti-impérialistes, ni de réaliser les travaux démocratiques lui **incombent** à un moment historique déterminé. Au contraire, partageant le pouvoir politique avec l'oligarchie, propriétaire foncière le parti refusa le moindre changement des structures économiques et sociales et empêcha même le développement de la croissance capitaliste qui signifiait son propre développement et renforcement comme secteur dominant. Cependant, cela ne veut pas dire qu'il n'y eurent pas dans son propre sein des luttes et des contradictions avec les secteurs les plus " lucides " qui voyaient qu'il convenait de réaliser une série de réformes, qui, sans affecter leurs intérêts, permettraient un meilleur et plus ample développement dans le but de freiner le mécontentement populaire qui allait en s'accroissant.

Les mesures appliquées par le gouvernement Belaunde furent incapables de résoudre les exigences et les nécessités des masses ouvrières à travers le pays. Elles furent dictées pour renforcer davantage la classes des exploités au prix d'une plus grande oppression du peuple et pour continuer, d'une façon scandaleuse et servile de livrer notre pays à la voracité des monopoles impérialistes et particulièrement aux monopoles yanquis. L'effet de ces mesures fut l'accentuation des contradictions entre les diverses classes et couches sociales, ayant pour conséquence de continuelles et vastes mobilisations de masses, dont les programmes de lutte n'étaient pas seulement des appels à une lutte immédiate, mais qui prenaient des positions nettement anti-bourgeoises, anti-latifundistes et anti-impérialistes.

- 1) Fernando Belaúnde, chef du Parti d'Action Populaire, qui, allié au Parti Démocrate chrétien, gagne les élections présidentielles en 1963 .-
- 2) A P R A, parti fondé et dirigé par V.R. H a y a d e l a T o r r e, d'idéologie populiste. Il devient l'allié inconditionnel de l'Oligarchie et de l'impérialisme. Le terme " superconvivence " fait allusion au fait que tous les partis réactionnaires gouvernent d'un commun accord, en dépit de leurs différences occasionnelles.

A la campagne, la Loi Agraire nr. 15037 ( approuvée pendant la période de Belaúnde ) résumait tous les droits et privilèges dont jouissaient les latifundistes , légalisait les usurpations dont furent victimes les communautés paysannes , ne laissait espérer aucune modification des relations de production , de l'exploitation profondément inhumaine . Elle ne touchait que les terres abandonnées , peu fertiles et improductives, ou concernait la " colonisation de la forêt vierge " , suivant ainsi les propositions de Pedro B e l t r a n , premier ministre sous le régime de Manuel P r a d o . (3) Elle devint par la suite un instrument inutile et sa prétendue application fut un échec total . Elle réussit seulement à réanimer les luttes paysannes à des niveaux assez élevés et à ce que les syndicats et organisations des paysans prirent dans de nombreux cas en leurs mains propres , la réoccupation des terres volées par les propriétaires fonciers .

Parallèlement le prolétariat urbain et les mineurs déclenchèrent de grandes offensives de revendications politiques, ainsi que les professeurs , les étudiants etc .. qui luttèrent pour leurs problèmes propres et ceux du pays en général . Le gouvernement, par son attitude et sa défense acharnée des classes dominantes, par des mesures anti-populaires, précipita et généralisa le mécontentement populaire et les mobilisations de masses qui s'en suivirent . Il est nécessaire de signaler ici quelques uns des points qui contribuèrent à créer cette situation :

- a) une forte inflation et la dévaluation de plus de 50 % de la monnaie
- b) le déficit fiscal
- c) Hausse constante du coût de la vie et augmentation du prix des articles de première nécessité
- d) Congélation des traitements et des salaires
- e) Corruption généralisée et ouverte dans les hautes sphères du gouvernement ( Exécutif, Parlement, Pouvoir judiciaire, Forces Armées, Police, etc.)
- f) La concession scandaleuse de la B r e a et P a r i ñ a s (4) .

Tout ceci engendra une puissante réaction et combattivité des masses qui se traduisit par la prise de positions claires, anti-oligarchiques et anti-impérialistes . Malheureusement la majorité de ces mobilisations avaient pour commun dénominateur la spontanéité et le manque de liaison, ainsi que le manque d'organisations qui auraient pu les centraliser et les diriger vers des chemins plus précis et plus définis , l'absence d'un programme commun qui aurait pu donner naissance à un front unique révolutionnaire, faisant face de façon plus cohérente et avec plus de perspectives au pouvoir pro-impérialiste.

Cependant cette réaction et ces mobilisations suffirent pour mettre en évidence l'échec de la démocratie représentative et de ses défenseurs . Les masses répudièrent le parlementarisme bourgeois et cherchèrent leurs propres solutions .

1) La B r e a et P a r i ñ a s sont les noms des deux principaux gisements de pétrole qui ont été exploités par l'I.P.C. ( International Petroleum Company ) filiale de la Standard Oil de New Jersey .

Ce que l'on remettait en cause à ce moment n'était pas seulement le régime bélaúndiste, mais c'était déjà la mise en question du système que représentaient Belaúnde et le Parlement, c'est à dire ce n'était pas le gouvernement qui avait perdu son prestige en tant que tel, mais la bourgeoisie représentative incarnée par ce gouvernement. Le danger n'était pas seulement la stabilité du gouvernement, mais la stabilité du système. Ceci est justement un des éléments qui aidèrent ensuite à expliquer le comportement des Forces Armées au pouvoir.

Lorsque des crises se présentèrent dans notre pays, crises qui de quelques façons accentuèrent l'affrontement entre les classes dominantes et le peuple, ou qui favorisèrent la détérioration des institutions capitalistes, on utilisa traditionnellement deux moyens pour les vaincre, selon les circonstances : les élections et le coup d'état anti-communiste, suivi de répression. Ces deux mesures avaient le même résultat : la conservation du pouvoir aux mains de l'Oligarchie et de la bourgeoisie pro-impérialiste.

Vu les caractéristiques du processus et les circonstances du coup d'état militaire, quelles pouvaient être les mesures les meilleures ? Les élections n'étaient pas une solution adéquate ; le coup d'état militaire traditionnel du type O d r i a <sup>(5)</sup> ou P e r e z G o d o y <sup>(6)</sup> non plus. L'expérience vécue et celle des autres pays latino-américains l'indiquait bien. Car loin d'apaiser les contradictions et les mobilisations elle les renforçait. Il était nécessaire d'essayer de nouvelles mesures, de nouvelles formes.

D'autre part, il faut observer le Pérou, placé dans la sphère de domination de l'impérialisme yanqui, pour expliquer son processus à l'intérieur du développement général qui affecte les pays opprimés. Les phénomènes politiques, économiques et sociaux qui se succèdent dans notre réalité, ne sont pas autonomes ou indépendants de ceux à échelle générale ; particulièrement dans les pays où comme dans le notre, on subit la domination impérialiste.

Les efforts de l'impérialisme yanqui ( spécialement à partir de la fin de la seconde guerre mondiale ) pour trouver de nouvelles formes efficaces pour le maintien et le renforcement de sa domination, son notoires, et les phénomènes économiques, sociaux, politiques etc, qui se succédaient et se succèdent encore de façon vertigineuse, changeaient dangereusement les méthodes en fonction, faisant courir un grave risque à la position du pouvoir hégémonique impérialiste et produisant aussi des troubles dans sa situation interne.

- 
- 5) Manuel A. O d r i a, général qui a gouverné le Pérou, d'abord grâce à un coup d'Etat contre Luis B u s t a m e n t e y R i v e r o en 1948, et ensuite " élu " pour une période constitutionnelle jusqu'en 1956.
- 6) Ricardo P e r e z G o d o y, général " golpiste " qui renversa le président Manuel P r a d o.

Parmi les facteurs qui obligent l'impérialisme à prendre cette attitude, deux peuvent être considérés comme fondamentaux :

- a) d'une part l'accélération de la montée des luttes de libération nationale dans les pays du Tiers Monde qui ont pour résultat la rupture avec l'impérialisme et son expulsion .
- b) Le développement de la science et de la technique ,qui, appliqués à la production des biens et des marchandises - spécialement dans les pays impérialistes et capitalistes d'avant garde - exigent des méthodes beaucoup plus fluides pour la production et la circulation, ainsi que pour la captation de la plus-value et l'accumulation du capital, l'investissement et le ré-investissement des excédents, etc .

Ceci amène à la fois la lutte entre les différentes groupes monopolistes au sein des pays impérialistes, la formation de monopoles dites "supra-nationaux " des contradictions impérialistes, etc .

Ce panorama oblige alors à la recherche et à la mise en route de ce que nous appelons " nouvelles formes de domination impérialistes " , qui , en général s'encadrent dans une politique de néo-colonialisme . Certains auteurs appellent cela " ré-définition des modalités de la domination impérialiste en Amérique - Latine " ,affirment que les causes fondamentales sont " les changements dans les méthodes de production capitaliste dans les pays avancés dans ce système " .Affirmation erranée, parce qu'elle place les changements internes du capitalisme dans la catégorie de " changements dans la mode de production " , or, il nous semble que cela continue à être la même chose, même lorsque quelques uns de ses éléments souffrent des modifications nécessaires pour s'adapter à la situation présente .

Nous nous trouvons donc en face de deux versants qui sont liés inéluctablement : d'un côté la nécessité de résoudre la crise de notre pays, de l'autre la nécessité de trouver une nouvelle modalité lui permettant d'approfondir et de renforcer sa domination . Ces tâches comprennent la réalisation peremptoire d'une série de réformes, tant dans l'infra-structure que dans la super-structure de notre pays . Réformes d'autant plus nécessaires que de leurs réalisation dépend notre avenir en tant que néo-colonie .

Les intentions impérialistes de mettre en application leurs nouvelles modalités dominantes, ne datent pas d'aujourd'hui et ne sont pas une conséquence des récents problèmes du Pérou . " L'Alliance pour le Progrès " issue de la Réunion de Punta del Este, est une systématisation de ces efforts . Ses recommandations ont dû être appliquées dans les pays latino-américains, aussi bien que pour préserver le pouvoir des classes dominantes et de l'impérialisme, que pour prévenir " le danger communiste " ; c'est à dire apaiser la lutte révolutionnaire de nos peuples .

L'Alliance pour le Progrès " a finie avec un échec, car elle engendra une série de contradictions avec les secteurs les plus récalcitrants de l'impérialisme et se vit repoussée par les Oligarchies agraires . En outre, les secteurs bourgeois qui auraient pu bénéficier de sa mise en pratique, n'eurent pas la capacité suffisante pour la faire progresser . La réalisation des réformes avait besoin d'un secteur de la bourgeoisie qui aurait eu un intérêt suffisant et décisif en celles-ci et qui en même temps aurait été l'allié de confiance de l'impérialisme . Ce secteur est précisément la bourgeoisie financière -industrielle . Cette bourgeoisie ne put cependant jamais disputer avec succès le pouvoir politique à l'Oligarchie, elle put à la rigueur le partager avec elle . Mais elle fut incapable d'accéder au pouvoir par elle-même et encore moins de mener à bien n'importe laquelle de ces réformes, tout en sachant bien que cela signifierait son renforcement en tant que secteur homogène des classes dominantes .

C'est alors qu'entrent en scène les militaires , grâce au coup d'Etat du 3 octobre 1968 , mais aujourd'hui avec une différence décisive : ils assument la représentation de la bourgeoisie industrielle-financière pour mener à bien les mesures et réformes que cette dernière avait été incapable de développer . Réformes qui d'une part tendent à renforcer ce secteur bourgeois, comme force principale d'exploitation ( ce qui ne veut dire d'aucune façon que l'Oligarchie propriétaire foncière ou la bourgeoisie intermédiaire, disparaissent, sinon qu'elles s'adaptent à cet état de choses ) et essayent aussi d'approfondir la pénétration et domination impérialiste ; d'autre part réformes qui tendent à liquider ou pour le moins freiner le constant développement des forces révolutionnaires et des luttes du peuple pour la libération nationale . C'est à dire , le régime militaire unit en une parfaite harmonie les deux versants auxquels nous avons fait allusion : la crise interne du Pérou et la nécessité de trouver une solution réactionnaire , et le besoin impérialiste d'inventer une nouvelle forme d'oppression .

Il faut dire que les Forces Armées, pour s'adonner à cette tâche, n'eurent probablement qu'à changer leur mentalité récalcitrante et rétrograde dans le passé , et prendre des positions progressistes de technocrates et réformistes . Mais toujours contre-révolutionnaires et anti-communistes . Ce lavage de cerveau s'effectua à deux niveaux : dans les centres impérialistes mêmes, au moyen de cours, réunions, visites, conférences, etc ; et dans le Centre des Hautes Etudes Militaires ( CAEM ), fondé pendant la dictature d'O d r i a . A ces deux niveaux on systématise et on développe les expériences suivies par l'impérialisme dans sa politique d'expansion coloniale et néo-coloniale , ainsi que les propres expériences de nos militaires au Pérou . Expériences qui eurent leur point catalyseur lors des guerrillas de 1965 .



Maintenant, installée déjà au pouvoir, la Junta Militaire s'empresse de déclarer sa position " anti-oligarchique, révolutionnaire et anti-impérialiste " et ses objectifs : orchestrer un processus de développement indépendant, transformant les structures de l'exploitation et rejetant toute attache à n'importe quelle métropole impérialiste . Dernièrement les idéologues officiels ont qualifié le processus juntiste de révolution " nationaliste, humaniste et libertaire " , dépassant ainsi le marxisme et le capitalisme, faisant montre d'une réelle confusion de terminologies et de concepts , essayant de camoufler le réel contenu contre-révolutionnaire . Quelles sont les mesures mises en pratique par cette véritable pleiade de révolutionnaires, dépassant les schémas capitalistes et marxistes, pour construire une nouvelle société ? Selon leurs propres déclarations leurs piliers de soutien sont : la Réforme Agraire; le soi-disant développement industriel permanent, autonome , d'un caractère indépendant et les nouvelles règles de jeu concernant l'investissement étranger , la réforme de l'Education et ce que les militaires appellent pompeusement " la participation progressive du peuple " dans les décisions du pouvoir .

Il faut signaler que le gouvernement trouve un appui à sa politique dans les thèses des théoriciens impérialistes tel que Rostow, Myrdal etc , sur le développement et la croissance économique . En effet , en revisant les documents essentiels publiés par le gouvernement, en lisant les discours et les déclarations de ses membres ou conseillers, <sup>on trouve</sup> / ~~chaque~~ de ces thèses, exprimée ouvertement ou à moitié camouflée dans le texte , servant de base doctrinaire à ses plans théoriques et à ses dispositions pratiques . Il suffirait de conclure que toutes les mesures qu'on conseille d'appliquer dans les pays qu'on nomme "sous-développés " pour que ceux-ci essaient d'améliorer leur situation, se trouvent compris dans l'ordre capitaliste . Augmentation des exportations, des produits bruts intérieur et du revenu per-capita sont les trois solutions magiques pour arriver à un soi-disant équilibre externe, qui doit réduire les différences entre les pays " développés " et les pays " sous-développés " , et à un équilibre intérieur qui éliminerait les différences entre les diverses classes et couches sociales . Ceci demande la réalisation de trois conditions, parmi d'autres :

- Reformes structurelles ( comme celles qui sont indiquées dans la Charte de Punta del Este, et celles que la Junta Militaire propose et applique .
- Résoudre notre pouvoir limité <sup>concernant</sup> l'épargne sur la base de la capitalisation de l'Etat et fondamentalement en ce qui concerne les investissements étrangers .
- Stabilité sociale, c'est à dire une situation de " paix sociale " .

Tout ceci signifie donc suivre un chemin réactionnaire qui, loin de favoriser notre libération, nous mène, pieds et mains liés, vers une plus grande domination externe et interne .

Voilà ce qu'est le chemin " révolutionnaire, nationaliste, humaniste , socialiste et libertaire " que la Junta Militaire impose à notre peuple . Elle fait tout son possible pour lui faire croire à une " révolution authentique d'un modèle péruvien " .

= = = =  
= =

## Pas de liberté démocratique au Pérou

" Syndicat Unique des Travailleurs de l'Education du Pérou " , organisme représentatif qui regroupe 120.000 filiales, sans distinction de niveaux, de charges, ou de fonctions, créé par le " Grand Congrès d'Unification " qui s'est tenu au C u z c o du 2 au 7 juillet 1972 .

Ce syndicat défend une position de classe très claire, de combattivité reconnue, pas seulement récemment, mais depuis les fameuses grèves des professeurs de 1961, 62 , 65, 67 et 71 , qui furent trahies par les organismes syndicaux de ces années-là qui pactisèrent avec le gouvernement du moment .

Il y a quelques mois le SUTEP a publié et distribué à travers tout le Pérou une " Lettre ouverte " à la Junta Militaire du gouvernement, où il déclare entre autres :

" On exige de nous d'affirmer à nos élèves qu'il existent des " Libertés démocratiques " quand celles-ci, en fait, n'existent pas ou se sont affaiblies, puisque l'on nous refuse le droit d'expression, même dans les journaux du pays ; - que l'on nous refuse le droit de réunion , étant donné que notre local central a été violé le 14 Septembre 1972 et que 300 professeurs ont été appréhendés au moment où se tenait une assemblée ; - puisque l'on nous refuse le droit d'organisation, au point que le Ministre de l'Education n'accepte même pas le dialogue avec nos dirigeants, et que nous ne pouvons pas davantage faire reconnaître notre organisme au Ministère .

Nous nous élevons contre cette injustice et contre l'injuste détention en tant que prisonnier de droit commun du professeur de Callao, Luis D e l z o , contre le procès intenté au professeur Hugo L i p a Q u i n a , alors que l'on maintient à l'Administration du Ministère de l'Education des professeurs qui ont trahi les anciennes luttes du corps enseignant, dont on a prouvé l'immoralité et qui , sous couvert de " révolutionnaire continuent aujourd'hui à jouer le même rôle . " -

D'autre part, le gouvernement attaque en permanence le SUTEP en considérant que les luttes du corps enseignant péruvien sont " contre-révolutionnaires ", qu'elles freinent le " processus ", que ses revendications salariales sont inacceptables . Voyons ce que dit le SUTEP en retour :

" On exige de nous notre " part de sacrifice " , mais en dehors du fait que cela ne touche pas certains secteurs " privilégiés " on a en plus créé de nouveaux organismes comme le S I N A M O S ( petit cheval de Troie du gouvernement qui pénètre dans toute organisation populaire ), on entretient une bureaucratie civile-militaire démesurée dans tous les secteurs publics, avec des revenus " astronomiques " , quand les étudiants réclament des crédits plus élevés pour l'Université, les ouvriers et les employés de meilleurs salaires , les paysans l'obtention de leurs terres sans rien avoir à payer, le gouvernement les réprime violemment en les faisant passer pour " contre-révolutionnaires " , " agitateurs " et " subversifs " . "

Le corps enseignant du pays vit des moments difficiles dus à la hausse du coût de la vie et à la répression du gouvernement qui n'affectent pas seulement les professeurs mais l'ensemble de la classe des travailleurs . Par démagogie, l'actuel gouvernement a déclaré que le nouveau budget bi-annuel 1973-1974 accorde une augmentation " fabuleuse " aux professeurs , ce qui est complètement faux : en fait , le gouvernement s'est contenté de rajouter toutes les primes conquises antérieurement grâce à la grève de 1971 et de mettre alors le tampon " Salaire de base " ; cette attitude, aux dires-mêmes du gouvernement, prétend justifier la réduction des crédits des Universités, la hausse du coût de la vie, et la persécution des dirigeants les plus actifs du SUTEP .

Il est nécessaire de bien préciser que les luttes menées par le SUTEP ne sont pas d'ordre purement économiques, mais qu'elles sont intimement liées aux luttes du peuple pour son authentique libération nationale, contre l'impérialisme , la grande bourgeoisie financière - industrielle et les propriétaires fonciers, que sert et au nom desquels gouverne la Junte Militaire .

= = = = =

= =

# Programme de lutte : FEP

Le Comité Directeur National de la Fédération des Etudiants péruviens vient de publier son programme avec les conclusions du 13 e Congrès de la FEP qui a eu lieu au mois de Décembre 1972 à Trujillo .

Ce document précise la position de la FEP concernant les perspectives de lutte du mouvement étudiant péruvien contre la démagogie gouvernementale de " prise de conscience " contre-révolutionnaire . Le mouvement étudiant national présente dans son programme les points suivants :

## I. Problèmes internationaux :

- Solidarité avec les peuples en lutte contre l'impérialisme et pour leur libération nationale .
- Solidarité avec le mouvement étudiant latino-américain en lutte contre la pénétration culturelle impérialiste .

## II. Problèmes nationaux :

- Lutte pour une Université Nationale, Scientifique et Démocratique, au service du peuple .
- Opposition systématique et constante contre la politique anti-populaire, répressive et pro-impérialiste de la Junte Militaire , ainsi que contre la Loi Générale de l'Education nr. 19326 .
- Opposition à SINAMOS ( système national d'appui à la mobilisation sociale ), instrument politique et policier au service du gouvernement .
- Défense des organisations syndicales menacées par la Centrale Syndicale des Travailleurs de la Révolution Péruvienne ( CTRP ) et par l'intrusion de SINAMOS .
- Appui aux luttes des travailleurs ( Paramonga, Trujillo, Marcona etc ) .

Le Mouvement étudiant national reclame en outre dans son programme l'arrêt des poursuites judiciaires , et la libération des prisonniers politiques qui luttent pour de meilleurs conditions de vie du peuple péruvien , ainsi que le retour des camarades exilés , Rolando B r e ñ a et Hugo B l a n c o .

= = = =  
= =

# Vagues de grèves au Pérou

La démagogie réformiste de la Junte Militaire du gouvernement ne pourra pas résoudre les problèmes écrasants des différents secteurs de la population .

Il est démontré que les réformes appliquées par la dictature militaire sont faites pour renforcer le processus du néo-colonialisme du Pérou, et c'est la raison pour laquelle le peuple rejette la Junte Militaire ; celle-ci , en revanche réprime violemment toute lutte populaire tendant à améliorer les conditions de vie . Nous pouvons observer cela dans les différentes grèves minières : celle de Cobriza a été la plus tragique avec 27 morts; à Ayacucho et à Huanta, massacre des paysans provoquant des centaines de morts, des blessés et des prisonniers ; la répression de la grève des enseignants : 1.200 professeurs mis en prison , 3.000 licenciés de leur poste et 5 dirigeants nationaux déportés, ainsi que le président de la Fédération des Etudiants du Pérou, Rolando B r e ñ a et le dirigeant du mouvement paysan , Hugo B l a n c o .

En février dernier, il y a eu au Pérou d'importantes mobilisations de masses au niveau national, dont plusieurs mobilisations des paysans contre SINAMOS et la loi nr. 19400 , ainsi que les mouvements de grève suivants :

- Grève des médecins au niveau national du 7 au 12 février .Les dirigeants ont été cités devant les tribunaux, mais la grève a continué ; seuls les cas d'urgence étaient traités . La grève avait pour but la demande d'une augmentation de salaires .
- Grève des infirmières, pour la même raison .
- Arrêt de 48 heures des petits commerçants de Lima et du Callao .
- Grève de plus de 3.000 télégraphistes , à l'échelon national , demandant une augmentation de salaires et la solution des revendications minimums présentées en novembre 1971 .
- Grève des travailleurs de la construction civile de la mine de Marcona qui dure depuis le mois de novembre 72 , elle a pour but de demander la solution de leurs problèmes et ils ont fait une " marche de sacrifice " ( à pied ) avec leurs femmes et leurs enfants, depuis le centre de leur travail jusqu'à San Martin de Porras ( une église de Lima ) après avoir effectué un trajet de 200 km. Passant par les sommets les plus élevés des Andes Centrales . Ils se trouvent actuellement à Lima, en de très mauvaises conditions .

Cette nouvelle mobilisation a inquiété le gouvernement qui a dû céder à une partie des revendications présentées . Cette inquiétude s'est reflétée dans la revue officielle " OIGA " qui a signalé que " pour la première fois en quatre ans les nouvelles principales portent sur les revendications présentées par les diffé-

rents corps de métiers ( néanmoins ils oublient les grèves importantes des mineurs et du corps enseignant ) et ajoutent : " cela donnait l'impression d'une réaction en chaîne, surgie après la demande d'augmentation de salaire des enseignants " . Les professeurs , de leur côté, ont annoncé une grève générale pour le mois d'avril, pour avoir été escroqués par le gouvernement qui ne leur a accordé aucune augmentation, mais n'a fait que donner un nouveau nom à des revendications obtenues antérieurement .

" OIGA " se voit obligé de reconnaître que les causes sont des objectifs économiques et sociaux, et la baisse du salaire réel, ainsi que la non-exécution des investissements tant par le secteur privé que par l'Etat . Bien sûr, " OIGA " mentionne " que la réaction gauchiste ou de droite profite des événements". Tout cela est très clair. Ils publient sous une forme dissimulée une " lettre d'un lecteur " symptomatique, dénonçant des " grèves délictueuses " et signalant que " le syndicat et la communauté sont incompatibles et s'excluent " puisqu'il est impossible que les travailleurs fassent la grève contre leur propre entreprise . Nous voyons donc que " OIGA " prépare l'opinion publique pour l'application de mesures toujours plus fascistes de la Junte Militaire et à de nouvelles répressions opposant le syndicat, instrument de lutte des travailleurs, à la communauté industrielle , instrument de conciliation et de mystification du gouvernement , qui s'efforce de faire croire aux ouvriers qu' " un jour " ils seront maîtres de leurs industries .

====

## Ricardo Napuri : Expulsé

Décidé de faire taire les voix de l'opposition qui se font entendre chaque plus fort dans le pays, la dictature militaire a une fois de plus pris la décision de faire arrêter et ensuite expulser du Pérou , le dirigeant du Parti Ouvrier Marxiste Révolutionnaire Ricardo Napuri .

Une fois de plus la Junta Militaire n'a fait aucun cas de la " liberté d'expression " et a démontré qu'elle n'est pas disposée de tolérer une opposition venant des secteurs de la gauche .

== == ==

==

# Bidonvilles

## Rescate

La population du bidonville " Rescate " ( un des nombreux bidonvilles aux alentours de Lima ), dans un communiqué daté du 16 février 1973, lance un appel général , dénonçant :

- a ) La justice bourgeoise péruvienne , qui, en faisant des démarches selon son bon vouloir, a cité devant la " justice " leurs représentants ( élus en assemblée générale par tous les habitants ) en les menaçant d'emprisonnement pour le "délit" d' "agitation " et d' " usurpation " . Cependant le vrai délit que ces hommes ont commis c'est d'être resté fermes et de ne pas avoir cédé au chantage du gouvernement qui veut les obliger à trahir ceux qui les ont élu démocratiquement .
- b) Les manoeuvres des propriétaires fonciers qui veulent expulser du terrain toute la population qui occupe le bidonville , puisque jusqu'à présent ils n'y sont pas arrivé , malgré l'aide de la police .

Toute la population est solidaire avec leurs dirigeants qui ont été élus pour représenter le bidonville . Tous ensemble ils défendront leurs dirigeants jusqu'aux ultimes conséquences .

Ils exigent du gouvernement :

- 1) L'expropriation du terrain qu'ils occupent sans paiement .
- 2) Le respect de l'autonomie de leur organisation .
- 3) L'arrêt immédiat des menaces et des dénonciations contre leurs dirigeants .

## Chacra Puente

Cela fait plus de 5 mois que 2.500 familles sans logements ont occupé le terrain abandonné de " Chacra Puente " . Des gens dont les intérêts sont étranger aux besoins immédiats de ses familles, sont arrivé à manipuler cette population selon leur bon vouloir : le gouvernement les a reparti en 5 groupes . Chaque groupe a un nom différent : "Urbanización " "Pueblo joven " , etc . Heureusement le malaise régnant est en train de se dissiper, grâce aux habitants mêmes, dirigés par les hommes les plus conscients . Ces familles aussi, comme ceux de " Rescate " demandent l'expropriation du terrain qu'ils occupent , sans paiement .

Tier Septembre ( Mouton )

Il y a plus de six mois que les habitants du bidonville " Mouton " sont forcé de vivre parmi les immondices , puisqu'ils n'ont pas d'autre logement . Beaucoup parmi eux ne peuvent pas résister à ces conditions de vie et tombent malades . On le comprend si l'on sait que l'eau est rare ( il n'y a même pas de l'eau potable .. ce serait trop demander ! ) et que la putréfaction des immondices - surtout pendant les grandes chaleurs de l'été - devient insupportable . En dehors de ces deux problèmes, il y a bien entendu encore de nombreux autres, impossible à énumérer ici . Le gouvernement a jusqu'à présent " ignoré " cette situation insupportable ..

La population demande une solution immédiate du problème, puisque les conditions de vie sont inadmissibles et on ne peut permettre que des êtres humains continuent à vivre dans cette situation lamentable et angoissante .

# Où se trouve Marino Chang Navarro?

## DISPARU DEPUIS DEUX ANS AU GUATEMALA ...

Marino Chang - Navarro, journaliste, frère de Juan Pablo Chang qui lutta et mourut avec CHE Guévara en Bolivie, a disparu mystérieusement au Guatemala le 26 juin 1970 . Venant du Mexique, <sup>via Guatemala</sup> il avait avisé sa famille qu'il prendrait un avion au Panama. On l'attendit en vain . Lorsque deux mois plus tard la famille entreprit des démarches auprès des consulats péruviens au Guatemala et au Mexique, on répondit que l'on ignorait tout de Chang. En novembre le consulat péruvien au Guatemala informait que Chang aurait quitté ce pays le 26 juin pour aller à San Salvador. En février la famille reçut des informations de personnes qui avaient vu un jeune homme ressemblant à Chang à la frontière de San Salvador. Il aurait été arrêté et aurait déclaré être journaliste . En mai la femme de Marino Chang réussit à parler avec le chauffeur de l'autobus qui avait amené Chang à la frontière . Il avait assisté à son arrestation et su qu'on l'avait amené vers une destination inconnue . Plus tard, le chauffeur avait demandé aux gardes ce qu'était devenu le détenu et il lui fut répondu qu'on l'avait renvoyé au Guatemala . En juillet 71 les autorités de San Salvador affirmaient que Chang avait été vu à la frontière, mais ignoraient où il se trouvait à présent . En février 72 M. Raúl Pinto , fonctionnaire péruvien voyagea au Mexique et fit savoir à la famille qu'il avait parlé avec Chang et lui avait reproché son silence. La famille avisa le général Rodriguez Figueroa, demandant que le cas fut soumis au conseil des ministres . En mai la Chancellerie répondit que les recherches continuaient . Entre temps, M. Pinto, questionné sur sa rencontre avec Chang, répondit que tout cela avait été une erreur ! La famille, par lettre ouverte au président, insista pour qu'on continue les recherches .. Jusqu'au 6 février 73 elle n'a reçu aucune nouvelle, ni de Marino Chang, ni du gouvernement, chargé de poursuivre les recherches . On suppose que Chang a été arrêté par des agents mexicains, car il avait essayé au Mexique d'obtenir de l'ancien ministre bolivien , Arguedas, des renseignements sur la mort de son frère et les guerrillas boliviennes. Il travaillait pour la revue "Expreso " et écrivait une biographie de son frère Juan Pablo Chang . - Le mystère de sa disparition reste entier jusqu'à présent .